



Algérie

**L'Algérie des Algériens.
De la Préhistoire à 1954**
Mahfoud Kaddache

Paris-Méditerranée, 2003, 786 p., 40 euros

► Cette somme rassemble quatre livres précédemment publiés par l'éminent historien algérien, et elle les reprend en autant de parties : l'Algérie dans l'Antiquité (consacrée notamment aux royaumes berbères et à la romanisation) ; l'Algérie médiévale (avec la conquête arabe et "les dynasties arabes" – berbères pour la plupart – et musulmanes) ; l'Algérie de la période ottomane et enfin, avec "l'Algérie des Algériens", la période coloniale et l'histoire du nationalisme algérien jusqu'à la veille de la lutte armée en 1954. Mahfoud Kaddache s'applique à montrer le lent et long processus par lequel émerge, notamment durant l'époque médiévale et la présence ottomane, le découpage géographique et la délimitation quasi définitive des frontières Est et Ouest du pays. Pour l'auteur, la période ottomane est celle "qui a vu l'Algérie préciser ses frontières, avoir une capitale, El-Djazair [Alger], et un gouvernement central avec trois grandes provinces, le tout constituant l'État ancêtre direct de l'Algérie actuelle".

Dans ce volumineux ouvrage, l'historien s'applique à montrer comment l'histoire mouvementée de ce qui est devenu l'Algérie a façonné l'identité de cette terre. Cherchant sans doute à faire bonne mesure de toutes choses, Mahfoud Kaddache s'efforce de n'oublier personne. À commencer par le substrat originel de la terre nord-africaine, ces incontournables et bruyants Berbères, qui non contents ici d'être quelque peu "chosifiés" et enfermés dans une présentation muséographique sont emballés dans des affirmations discutables. Ainsi en va-t-il de la présentation des origines, qui ne coïncide que partiellement avec les travaux d'un Gabriel Camps par exemple. De même, lorsque Mahfoud Kaddache renvoie l'organisation politique des villages berbères à des temps immémoriaux, il semble entrer en contradiction avec la récente et magistrale recherche d'Alain Mahé sur la Kabylie. Ou encore, lorsqu'il expédie en quelques lignes la crise dite "berbériste" de 1949, en présentant de "jeunes militants [qui] reprochaient à la direction des insuffi-

sances idéologiques [en] insistant sur les origines berbères de la population", Mahfoud Kaddache fait figure d'historien officiel. Ce ne sont point là seulement débats d'historiens. Quand l'histoire est au cœur des définitions identitaires et quand ces mêmes définitions sont aussi au cœur de la crise algérienne, on mesure leur importance et la nécessité d'en saisir les soubassements idéologiques.

Certes, Mahfoud Kaddache ne passe à la trappe aucun des apports culturels et civilisationnels des différentes invasions qui ont jalonné les siècles, et n'omet aucun des brassages qui en ont résulté. Mais, sans aucune volonté polémique, ces précautions ne semblent pas le seul fait d'une rigueur scientifique. Elles servent à avancer une affirmation discutable – et discutée en Algérie – qui fait de "l'islam la caractéristique première de l'identité algérienne". De cette histoire profonde et diverse, d'autres auteurs tirent une autre leçon. Ainsi, pour la préhistorienne Malika Hachid, "comme autrefois, l'Afrique du Nord ne peut survivre et progresser au sein des nations qu'en acceptant la coexistence d'ethnies, de langues et de religions différentes (Noirs, Blancs et Méfis, Berbères et Arabes, juifs et musulmans, chrétiens et athées et bouddhistes s'il y en avait...)." D'une manière générale, le nationaliste algérien perce sous la

plume de l'historien au point de donner l'impression de céder à quelques grandiloquences (voir sa présentation de Massinissa) et à brosser des tableaux parfois sans nuance, comme celui consacré à la présence française. Pour M. Kaddache, l'Algérien, confronté à ce qu'il nomme "l'abominable condition coloniale [...], ne dut sa survie qu'aux valeurs morales, spirituelles et traditionnelles en honneur dans son histoire et sa société, véritable source de toutes les formes de résistance algérienne

contre l'occupation française". Il est peu probable que ce livre participe de ce que Guy Pervillé appelle "la reconsidération critique du bilan de la guerre d'Algérie" et plus largement de la période coloniale. Pourtant, malgré ce parti pris nationaliste et identitaire, *L'Algérie des Algériens*, présente l'intérêt, en cette année de l'Algérie, de revenir sur une histoire, longue et agitée, par trop méconnue, présentée ici de manière pédagogique et quasi exhaustive.

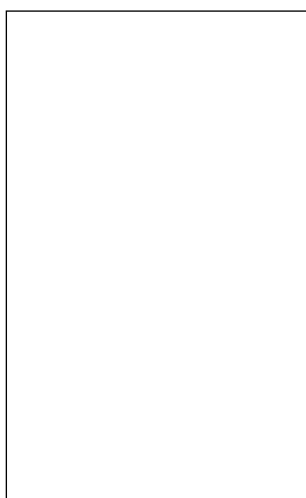
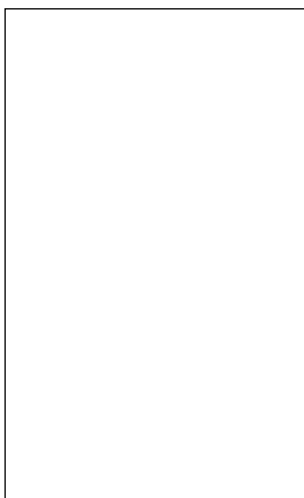
Mustapha Harzoune

La femme sans sépulture Assia Djébar

Albin Michel, 2002, 221 p., 17,9 euros

Je ne parle pas la langue de mon père Leïla Sebbar

Julliard, 2003, 125 p., 15 euros



► La guerre d'indépendance d'Algérie sert de période de référence à ces deux livres qui, à bien des égards, possèdent bien plus que ce point commun. L'absence et le manque se retrouvent en

effet dans les deux textes et en constituent les fils conducteurs. *La femme sans sépulture* est un roman où l'oubli qui frappe l'histoire d'une femme engagée sert d'introduction. Montée au maquis

en 1957, elle est arrêtée par l'armée française avant d'être portée disparue deux ans après.

Assia Djébar la rappelle, la fait vivre dans ses multiples dimensions, en tant que femme bien sûr, mais aussi au travers de ses relations d'amitié et puis en tant que mère. Elle la raconte en la situant dans le quotidien, aux côtés d'autres femmes, celles de la ville et celles de la campagne. C'est tout un voyage dans l'histoire récente de l'Algérie qui revient par cette femme et par le regard de celles qui l'entourent. Assia Djébar nous offre de la sorte un paysage et une sensibilité au féminin pour rendre cette période qui ne cesse de hanter, encore aujourd'hui, les relations franco-algériennes.

Je ne parle pas la langue de mon père est un récit, un flot plutôt, et il offre une autre tonalité pour dire le manque. Un flot qui dit et ne comble pas le monde disparu du père. L'auteur nous y livre d'un jet de paroles, d'un souffle, des fragments à partir desquels se dessinent une vie et une période : celle de son enfance qui se confond avec celle de la guerre et des premières années de l'indépendance. La figure du père est centrale : il est instituteur et enseigne le français durant les dernières années de la colonisation. L'arabe, langue maternelle du père, n'est pas employé dans la famille où l'on entend seulement la langue de la mère, française. Ce manque clôture l'enfance de l'auteur et marque son décor. Car cette langue qui ne lui pas été transmise, c'est aussi celle de ces Algériens qui

l'entourent et qui lui sont d'une certaine manière inaccessibles. Elle devient un barrage et constitue une distance dont les effets se font ressentir encore bien des années après. C'est toute une dis-

tance mais aussi tout un lien et une proximité avec le père et son monde que Leïla Sebbar nous dépeint en poursuivant sa quête d'altérité.

Abdelhafid Hammouche

Une vie debout, mémoires politiques.
Tome I : 1945-1962 Mohammed Harbi

La Découverte, 2001, 420 p., 22 euros

► On connaît Mohammed Harbi et son œuvre d'historien avec bon nombre d'ouvrages et d'articles portant sur la guerre d'Algérie et sur le FLN. Dans *Une vie debout*, il nous propose ses mémoires et adopte ainsi une autre posture pour couvrir une période qui voit tant de changements en Algérie. Il opte pour une chronique subjective pour nous faire, avec son regard d'enfant puis d'homme, traverser toutes ces périodes. On le voit donc à l'enfance, à l'adolescence, puis lors de son apprentissage de l'engagement politique. Par son parcours et sa mobilisation, on découvre avec lui le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), qu'il connaît au lycée avant de le suivre dans ses différentes étapes qui le mèneront en France puis en Tunisie. Dans ce dernier pays, on découvre les tensions qui traversent le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) avant de l'accompagner au Caire et en Guinée. Les années et les événements se succèdent jusqu'à cette année 1962, celle de l'indépendance mais aussi celle où débutent les désenchantements. L'ouvrage est bien documenté,

comme on peut s'y attendre. Mais ce qui fait surtout son intérêt, c'est cette approche de la période considérée d'abord par la famille de l'auteur et plus largement par le regard affectif qu'il pose sur cette Algérie coloniale, sur ces villages et ces villes où des mondes



se côtoient, parfois s'entrecroisent, et constituent un tout en train de disparaître.

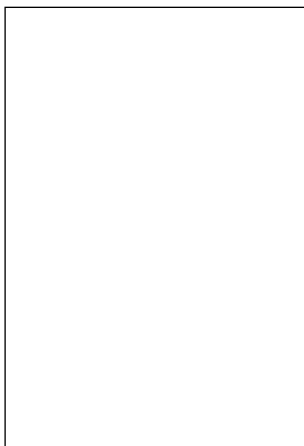
A. H.

Gare du Nord Abdelkader Djemaï

Le Seuil, 2003, 91 p., 11 euros

► L'écrivain algérien, auteur en 1995 d'*Un été de cendres*, donne avec *Gare du Nord* un nouveau roman au style minimaliste où, sans jamais en avoir l'air, par touches légères et successives, il finit par brosser le tableau d'une vie, d'une situation ou d'une société. L'histoire elle-même est épurée, dégraissée, au point de laisser disparaître toute trame ou suspens romanesque. Le risque d'inconsistance pourrait guetter, n'était l'importance ici de la langue et cette faculté de l'auteur à faire partager son adoration gourmande pour les mots. Gare du Nord. Parmi les milliers de voyageurs, pressés de prendre un train pour aller quelque part. Entre

des hommes et des femmes qui attendent un être cher, impatientes à l'idée d'enlacer l'être aimé ou heureux de retrouver un proche. Au milieu de cette cohue sans nom, impérieuse et indifférente, déambulent trois solitudes. Ce sont trois *chibanis*, de vieux immigrés algériens qui, chaque jour, effectuent la même ballade. Sans but ni personne à retrouver. Des vieux "sans histoire", pour s'inspirer du titre du premier roman de Tassadit Imache. C'est pourtant à ces histoires-là qu'Abdelkader Djemaï a décidé de s'intéresser. Tout au long du roman, ils ne seront désignés que par leurs sobriquets : Bonbon, Bartolo et Zalamite. Usage courant dans l'immigration algérienne, le



surnom n'est pas seulement ici marque de réalisme. Bonbon, Bartolo et Zalamite sont à deux doigts de refermer la boucle d'une vie pas-

sée sans avoir fait de bruit et sans laisser de traces. Ou presque.

Un triple portrait tendre, comme pour tirer de l'oubli ces *chibanis* qui ont donné leur vie, moins pour les leurs que pour une amante bien exigeante et au final bien ingrate : "*Madame la France*". Et lorsque la mort implacable fauche une à une ces existences, l'orage peut bien éclater dans le ciel, "*comme un sanglot*" sur des patronymes enfin retrouvés, la pluie, elle, efface les traces des pas des *chibanis* laissés sur l'asphalte des villes de France. Elle efface jusqu'à leur souvenir. Ou presque.

M. H.

Colonisation

Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècle : de l'extermination à la repentance

Marc Ferro (sous la dir.)

Robert Laffont, 2003, 843 p., 29 euros

► *Le livre noir du colonialisme* vient combler un vide, même s'il fait encore figure de puzzle incomplet, voire de chantier encore en devenir, tant le sujet est resté en partie en friches du fait, entre autres, de tabous persistants. En effet, les études panoramiques de qualité sur la colonisation ne sont finalement pas légion. Il existe désormais de nombreuses monographies importantes, mais il nous manque une vision d'ensemble de cette histoire politico-économique planétaire. C'est donc à un balayage des siècles et des continents que nous convient les auteurs rassemblés par Marc Ferro.

En tout état de cause, cette histoire de la colonisation et du colonialisme nous apprend beaucoup sur notre passé récent, sur l'attitude des Occidentaux d'aujourd'hui face au tiers-monde, sur la mauvaise conscience et ses ravages dans les anciennes métropoles impériales, sur les rapports Nord-Sud, sur la mémoire et l'actualité de la traite esclavagiste (la question de la réparation est traitée avec beaucoup de nuances et de finesse par Nadja Vuckovic), sur les séquelles du racisme "scientifique". De même, il est troublant de constater que la division "raciale" du travail, très caractéristique des sociétés colo-

niales, se retrouve aujourd'hui peu ou prou dans l'Europe postcoloniale, entre "autochtones" et immigrants issus des anciennes colonies, comme si une partie du système impérial se perpétuait au cœur même des métropoles. Ce point est rapidement abordé dans l'introduction par Marc Ferro, mais il nous intéresse tout particulièrement ici, puisqu'aussi bien l'histoire de l'immigration récente et celle de la colonisation ont partie liée.

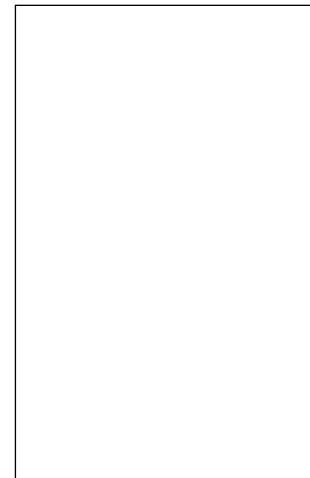
Il faut donc saluer l'entreprise de Marc Ferro et de ses coauteurs, qui nous livrent des exemples d'entreprises coloniales extra-occidentales (l'expansionnisme japonais en Corée et à Taïwan, la colonisation arabe à Zanzibar...) qui s'avèrent fort instructifs et nous permettent de resituer le "complexe de supériorité" et les visées impériales drapées dans des discours universalistes, voire messianiques, des Occidentaux dans un contexte mondial. Ce qui rend cette somme extraordinaire, c'est en effet l'amplitude de son champ de vision, tant historique (depuis les *conquistadores* espagnols jusqu'à la guerre d'Algérie) que géographique (de l'Afrique subsaharienne au sous-continent indien).

Bien sûr, et c'est une loi du genre, il manque beaucoup d'auteurs et de sujets. Sans pour autant verser dans l'obsession anglo-saxonne des "quotas ethniques", on regrettera par exemple le peu d'auteurs issus de pays naguère colonisés et le point de vue décentré qu'ils offrent à la recherche. On regrettera également le parti pris de s'adresser presque exclusivement

à des auteurs francophones (il est vrai que les traductions coûtent cher...), alors que la recherche aux États-Unis et en Grande-Bretagne est sur certains sujets en avance par rapport à la France. Quoi qu'il en soit, le temps des bilans, objectivés sinon sereins (à l'impossible nul n'est tenu), est arrivé. On n'oublie pas que les "méfaits de la colonisation" ont eu leurs auxiliaires sur place, leurs prédécesseurs autochtones ou leurs continuateurs après les indépendances. Dans un livre collectif sur les "méfaits du colonialisme" dont la plupart des auteurs sont issus du Nord de la planète, il n'est

en effet pas inutile de rappeler que les victimes d'hier peuvent tout aussi bien devenir des bourreaux : un demi-siècle après les indépendances, les massacres inter-ethniques, la corruption ou les dictateurs ne sont en effet pas imputables au seul passé colonial... Ferro et de nombreux auteurs du *Livre noir* le rappellent et il fallait en effet le dire dès l'introduction afin de lever tout malentendu.

Au total, donc, malgré les inévitables réserves énoncées plus haut, une somme incontournable pour qui s'intéresse à l'histoire d'une aventure humaine qui a



duré quatre siècles et qui marque encore notre présent.

Philippe Dewitte

PUB

**Culture coloniale.
La France conquise par
son Empire : 1871-1931**
Pascal Blanchard
et Sandrine Lemaire
(sous la dir.)

Autrement, coll. Mémoires
n° 86, 2003, 256 p., 19 euros

**Quand on chantait
les colonies.
Colonisation
et culture populaire
de 1830 à nos jours**
Claude et Josette Liauzu

Syllepse, 2002,
251 p., 18,5 euros

**Génocides tropicaux.
Catastrophes
naturelles
et famines coloniales
(1870-1900).**
Mike Davis

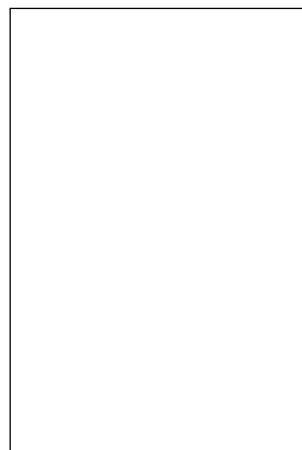
La Découverte, 2003,
479 p., 25 euros

► *Culture coloniale. La France conquise par son Empire*, nous rappelle que la colonisation c'est aussi une histoire de représentations, d'adhésion populaire, de culture nationale. C'est en effet cet aspect de la colonisation qui intéresse depuis toujours les historiens réunis autour de l'Achac (Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique), auteurs de nombreux ouvrages collectifs sur les représentations coloniales (*L'Autre et nous*, cf. *H&M*. n° 1197, avril 1996), sur le regard des occidentaux et la "monstration de l'indigène" (*Zoos humains*, cf. *H&M*. n° 1239, septembre-octobre 2002), sur l'exotisme (*Le Paris noir*, cf. *H&M*. n° 1239), bref sur la culture coloniale. L'équipe récidive avec un aspect peu abordé depuis Raoul Girardet (*L'idée coloniale en France*, 1972), à savoir l'impact de l'imaginaire colonial sur les Français, et plus généralement dans la culture commune nationale. Ce faisant ils bousculent un certain nombre d'idées reçues relatives en particulier à "l'adhésion molle" de la masse des Français à l'idéologie coloniale. Car la vulgate en la matière répète depuis quelques décennies que l'opinion française ne s'est convertie que très tardivement à l'idée coloniale,

et que cette conversion n'est devenue éclatante qu'avec la tenue en 1931 de l'exposition coloniale du bois de Vincennes, à Paris, que Girardet a appelé "*l'apothéose de la plus grande France*".

Les différents articles réunis ici nuancent cette affirmation en montrant bien la progression chronologique, la construction au fil des décennies de ce que l'on peut appeler sans risque d'exagération une culture coloniale. C'est cette imprégnation qui est décrite tout au long du livre, que ce soit par les diverses expositions coloniales, bien sûr (Sandrine Lemaire et Pascal Blanchard) mais aussi par tous les canaux de la culture et de la "conscientisation" : la littérature et les chansons (Alain Ruscio) ; le théâtre (Sylvie Challaye) ; l'école, bien sûr (Gilles Manceron) ; le cinéma, naturellement (Olivier Barlet et Pascal Blanchard), mais aussi la communauté des savants, qui ne manque pas de légitimer "scientifiquement" la colonisation à l'aide, entre autres, des théories anthropologiques du XIX^e siècle sur les hiérarchies raciales (Gilles Boëtsch), ou l'appareil d'État, à travers l'Agence des colonies, "*instrument de propagande omniprésent*" (Sandrine Lemaire). Au total, on constate que le "parti"

colonial, minoritaire dans la classe politique lors de l'expansion de la fin du XIX^e siècle, a gagné la partie dès la fin de la Première Guerre mondiale : les tirailleurs coloniaux ont démontré l'importance de l'Empire, jusque dans les aspects militaires de défense de la "patrie commune", territoire métropolitain compris (Éric Deroo), et l'enrichissement de la France grâce à ses colonies – enrichissement pourtant très relatif comme l'a montré Jacques Marseille (*Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*, 1984) – ne fait plus de doute pour personne dans l'entre-deux-guerres (Catherine Coquery-Vidrovitch). Et ce même si les "cartiéristes" (de Raymond Cartier, journaliste à *Paris Match*), reprendront dans les



années cinquante le flambeau du scepticisme en matière d'apport économique des colonies. Mais dans l'entre-deux-guerres, c'est bien d'union nationale qu'il faut parler : gauche et droite se retrouvent sur le credo colonial, et même le parti communiste met une sourdine à son action anticolonialiste. Alors, comme le rappelle Pascal Blanchard, "*être anticolonialiste c'est être antifrançais*". Et ce d'autant que toute cette culture est enrobée dans la bonne conscience, la certitude de dominer (pardon, "d'administrer") les peuples pour leur bien (Françoise Vergès), par exemple pour préserver les Africains subsahariens de l'esclavage pratiqué par les Arabes...

Quand on chantait les colonies, de Claude et Josette Liauzu, reste lui aussi dans le domaine des représentations, de la culture coloniale, en abordant son versant le plus populaire, celui de la chanson. Comme Alain Ruscio avant eux (*Que la France était belle aux colonies. Anthologie de chansons coloniales et exotiques françaises*, 2001), les auteurs décrivent l'évolution des mentalités métropolitaines au travers de ces rengaines qui ont marqué en profondeur l'inconscient de nos grands-parents, mais aussi de nos contemporains, puisqu'ils abordent aussi la chanson "postcoloniale". De l'ère impériale nous reviennent ainsi un indécrottable complexe de supériorité d'abord, un paternalisme à toutes épreuves ensuite, un nationalisme cocardier cela va sans dire ("*Salut, salut, nouvelle France que le fanatisme étrennait / Un*

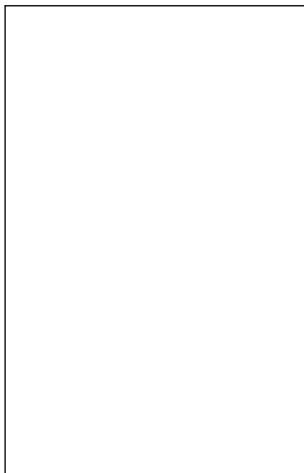
peuple fier, plein de vaillance, a fait renaître notre espérance / Sur un sol où l'islam régnait", "Amour à l'Algérie", Paul Cros, 1887), un racisme pur et dur parfois. Et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'il en reste sans doute quelque chose dans l'inconscient collectif de la nation.

La bêtise de certaines de ces scies est en tout cas confondante ("*C'était un p'tit négro / Tout ce qu'il y a de rigolo*", "L'amour en noir et blanc", Michel Simon, 1933), et on a souvent du mal à admettre que nous avons reçu en héritage une partie de cet imaginaire-là. Heureusement, cette compilation répertorie également les chansons anticolonialistes, comme ce cri de Léo Ferré en 1961 : "*File-moi ta part mon p'tit Youssef / Sinon j'te branche sur l'EDF [...]* Réponds-moi, dis-moi où est ton pot' / Sinon tu vas être chatouillé." Car le plus original de ce livre, c'est qu'il va jusqu'à la période actuelle et qu'il englobe les chansons relatives à l'immigration et à l'anti-racisme. On peut ainsi suivre à travers les âges les témoignages fraternels et solidaires de la "meilleure France", depuis Nino Ferrer qui clame ironiquement sa frustration d'être né avec un taux de mélanine désespérément faible ("Je voudrais être noir", 1966) jusqu'à la mémorable "Lily" de Pierre Perret en 1978, sans oublier le génial miroir tendu à la France métisse par le groupe Carte de séjour, reprenant en 1985 le classique "Douce France" de Charles Trenet sur un mélange de tempo *swing* et de mélodie orientale.



Voici donc un livre que l'on lit en souriant jaune, quand on imagine ce que ces chansons ont pu signifier de galéjades racistes et d'humiliations. Signalons à cet égard, si on tient absolument à revivre en direct l'atmosphère de l'époque, ou si on veut poursuivre plus avant l'enquête historique entreprise par les auteurs, qu'un recueil d'enregistrements originaux de ces chansons a naguère été édité en CD (*Chansons coloniales et exotiques, 1906-1942*, EPM, 1995, coffret deux disques). Pour ceux qui arrivent à garder une distance – qu'elle soit scientifique ou ironique – avec un univers mental qui le plus souvent nous laisse bien mal à l'aise. Âmes sensibles s'abstenir, donc.

À propos d'âmes sensibles, il n'est pas inutile de rappeler que l'histoire de la colonisation a aussi été faite d'abominations et même de génocides. Le terme n'est en effet pas déplacé pour désigner certains épisodes oubliés durant des décennies et qui ressurgissent aujourd'hui par bribes. Des catastrophes que même *Le livre noir*, malgré son titre, son ambition panoramique et tous ses mérites n'aborde pas.



Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales est un livre effrayant, une somme à côté de laquelle l'histoire des massacres de la "pacification" au XIX^e siècle ressemble à une délicate bluette. L'auteur, chercheur indépendant américain, voit dans les sécheresses, les inondations, les épidémies et les affreux

ses famines provoquées par El Niño, qui ont dévasté l'Inde, le Brésil, la Chine et l'Afrique à la fin du XIX^e siècle (cinquante millions de morts au total), les origines du sous-développement du Sud de la planète. Il montre en tout cas que la colonisation, malgré ses bonnes intentions proclamées, n'a rien fait pour combattre les conséquences de ces phénomènes naturels considérablement amplifiés par les inégalités fondamentales nées de la domination politique et économique. Pour ceux qui douteraient de l'ampleur de la catastrophe on ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage, étayé par une recherche rigoureuse (et par des photos insoutenables). Au total, un implacable réquisitoire contre l'impérialisme colonial, qualifiée de "négligence active" par Mike Davis.

Ph. D.

Marianne et les colonies Gilles Manceron

La Découverte, 2003, 322 p., 13,5 euros

► Ce livre de Gilles Manceron est d'abord une œuvre pédagogique. Historien et membre du bureau national de la Ligue des droits de l'homme (LDH), l'auteur prend un soin attentif à exposer la complexité des faits dans un style clair, selon une structure didactique qui ne rechigne pas devant la répétition et la reformulation pour rendre les choses intelligibles. Cela était d'autant plus nécessaire, voire urgent, que le sujet traité reste ou tabou ou marqué par des passions franco-fran-

çaises pas encore apaisées. Son propos majeur consiste à expliciter la genèse et les étapes de la compromission de la République française avec le racisme colonial, la façon dont l'école a servi de terrain d'idéologisation et de transmission de la légende de la "colonisation démocratique", les errances et les trous de mémoire de la période postcoloniale, mais aussi notre appréhension de l'esclavage, autant de mises en perspectives qui peuvent aider chacun – notamment les enseignants – à se forger

des repères sérieux et inattaquables pour bâtir un point de vue informé et des interventions pertinentes.

Il n'est bien évidemment pas question ici du "sanglot de l'homme blanc" ni de jeter les valeurs fondamentales de la République avec l'eau sale de la colonisation. Il s'agit de prendre acte qu'"il n'y a pas d'autre voie que de tenter de reconnaître et d'expliquer le véritable paradoxe qui a marqué l'histoire de la République : invention des droits de l'homme, d'une part, puis négation de ceux-ci dans son rapport aux colonies." Dans cet étrange et centenaire paradoxe, les II^e, III^e, IV^e et V^e Républiques ont "inventé un universalisme truqué distinguant les hommes blancs civilisés des indigènes sauvages, une vision du monde dans laquelle pour reprendre les mots de Sartre 'la Terre comptait deux milliards d'habitants, soit cinq cents millions d'hommes et un milliard cinq cents millions d'indigènes'".

Et l'on remonte ainsi à la hiérarchie raciale tacite contenue dans le chef-d'œuvre *Le Tour de France par deux enfants*, aux origines lointaines du non-dit de la guerre d'Algérie, à la récupération de la hiérarchie des races par des penseurs éminents de la laïcité et de la République comme Ernest Renan – un concept emprunté aux tenants du racisme biologique dont pourtant ils se différenciaient. Dans une formule lapidaire et cinglante, Gilles Manceron constate : à la fin du XIX^e siècle, "l'heure est au racisme tranquille, civilisé, huma-

niste, scientifique, pacifiste, républicain et rempli de bonne conscience.” Bien que lui-même responsable de la LDH, M. Manceron n’escamote pas l’histoire de son association et montre comment “la bataille de 1931 [date de l’Exposition coloniale, ndlr.] au sein de la LDH se soldera par une défaite, honorable mais nette, pour les adversaires des colonies”, dont Félicien Challaye qui bataillait ainsi : “Si vous refusez de condamner le principe de la colonisation, notre ligue devra changer de titre, devenir la Ligue pour la défense des droits de l’homme blanc et du citoyen français.”

Avant d’en venir à un plaidoyer argumenté pour “une exigence de vérité” quant au colonialisme et à l’esclavage, l’historien rappelle comment la thèse gaulliste du “système périmé de la colonisation” a été un argument politique efficace mais superficiel et peu sérieux qui a contribué au silence postcolonial. Un silence qui perdure malgré quelques avancées. La “fausse disparition

de l’idéologie coloniale” a offert à l’extrême droite le loisir de surfer sans effort sur le “transfert de mémoire” par lequel des “millions de Français, originaires de territoires anciennement colonisés sont victimes d’exactement les mêmes stéréotypes qu’à l’époque coloniale.” Au-delà de l’obstacle juridique et constitutionnel que représente l’amnistie inscrite

dans les accords d’Évian mettant fin à la guerre d’Algérie signés le 13 avril 1962, Gilles Manceron milite pour que “la République invente d’autres manières de contribuer à la vérité, à la justice et à la réconciliation des mémoires, tout en délivrant une parole officielle attendue sur ces moments de son histoire”.

Chérifa Benabdessadok

Sans domicile fixe

Les SDF africains en France Judith Soussan

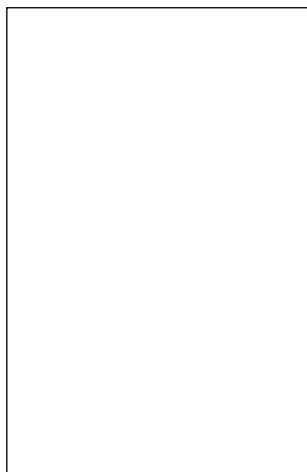
Karthala, 2002, 160 p., 15 euros

► Voilà un sujet vers lequel on ne va pas si facilement : ceux que l’on appelle les sans-domicile-fixe sont l’image même de la menace qui pèse sur chacun des citoyens “ordinaires”, pour lesquels “cela pourrait arriver”. Victime du système, le SDF “désigne en même temps le scandale que constitue la pauvreté dans un monde qui a posé le principe d’égalité comme axe central de sa légitimité”. Qu’en est-il alors du SDF africain, anciennement ou récemment immigré en France ?

L’enquête réalisée dans le cadre d’un diplôme universitaire a trouvé son origine au cours d’une expérience professionnelle de l’auteur comme permanente de nuit dans deux centres d’hébergement d’urgence de l’association Emmaüs. Judith Soussan a cherché à recueillir les itinéraires des Africains qui ont conçu un jour le projet de s’expatrier, puis que les “circonstances” ont mené un bout

de temps à Emmaüs. Bâtissant simultanément une méthode, une réflexion sur le rapport enquêteur-enquêté placés dans une situation extrême pour trouver, selon l’expression de Bourdieu des “formes légitimes d’expression des misères légitimes” et une analyse sur les effets personnels et concrets du désordre du monde, elle a effectué dix entretiens pour aboutir à plus de quinze heures de dialogues. C’est cette parole d’hommes âgés de vingt et un à soixante-dix ans, aux conditions de séjour variables, qui est restituée par de larges extraits analysés en fonction d’une démarche progressant du plus concret (la qualité du lien social) au plus abstrait (le regard porté sur la société, le monde d’origine, la vie en général).

L’auteur ne cède ni au voyeurisme ni à la condescendance caritative. Informée par une mise en perspective historique et politique, soucieuse d’explicitement



mais assidûment les difficultés et les contraintes, l'étude fait advenir derrière le "prêt-à-porter" propre à irriguer les représentations la diversité des personnes malgré la similitude des situations. Se matérialisent alors une connaissance intime de la "désaffiliation" (rupture, galère, vie à la marge, exclusion multiforme) et l'émergence du sujet face à l'adversité : quelque chose résiste "malgré tout" par la persistance d'un lien fort entre l'individu et le monde alentour.

Au passage, Judith Soussan tord le cou à quelques stéréotypes sur "les" Africains, tels que l'image fallacieuse de leur communautarisme, dont la chute dans un espace d'aide irrémédiablement dévalorisant et disqualifiant en est l'un des plus dramatiques démentis. De ce point de vue, le titre de l'ouvrage aurait peut-être gagné précisément à être dispensé d'un pronom défini – "les Africains" – propre à laisser sous-entendre une généralisation abusive. *Ch. B.*

dans les pratiques "déviantes" qu'on ne le pense. Plusieurs d'entre elles, toxicomanes, sont mortes d'overdose ou du Sida. Et lorsque le trafic s'installe dans les familles, il "renforce les traditions matrimoniales et les inégalités entre les sexes – y compris entre les sœurs des dealers et celles des non dealers". "Parler de business, c'est toujours à un moment donné parler de familles, voire de dynastie familiale", ajoute Michel Kokoreff, qui retrace l'évolution du marché de la drogue dans l'histoire locale, et les "carrières délinquantes" induites. On ne s'étonnera pas que l'entrée massive d'argent par le trafic ait accéléré le processus de destruction des solidarités de quartier. L'auteur remarque toutefois que le marché se diversifie au milieu des années quatre-vingt-dix, mobilisant une "compétence à la mobilité" des jeunes impliqués, qui semblent réagir ainsi à la focalisation policière sur les "cités de la drogue". Enfin, l'activité de revente est aujourd'hui nettement moins visible dans les espaces publics.

Quartiers

La force des quartiers Michel Kokoreff

Payot, 2003, 344 p., 19,5 euros

► Les quartiers Nord d'Asnières, dans les Hauts-de-Seine, ont fait un peu parler d'eux dans la presse nationale à l'occasion de l'arrivée à Paris de la marche du mouvement Ni putes ni soumises, début mars 2003. Des jeunes lycéens, éducateurs, animateurs associatifs, y ont manifesté leur défiance vis-à-vis de cette initiative, s'estimant stigmatisés comme délinquants ou islamistes potentiels. Ils ont alors monté leur propre collectif local, Ni machos ni proxos, affirmant haut et fort que chez eux il n'y avait pas de phénomène de "tournantes". À les entendre, malgré les soucis de la vie quotidienne, il fait bon vivre dans leurs quartiers.

Justement, il se trouve que le sociologue Michel Kokoreff, maître de conférences à l'université Lille-I, en délégation au CNRS (au

Cesames - Centre de recherche Psychotropes, Santé mentale, Société à Paris-V), publie ce même printemps aux éditions Payot le résultat de dix ans d'enquête dans les mêmes quartiers, à Asnières et dans la boucle de la Seine au Nord-Ouest de la capitale.

Dans *La force des quartiers*, il aborde la question de la prégnance des pratiques délinquantes avec des jeunes et moins jeunes, garçons et filles, qu'il a longuement fréquentés et dont il assure avoir gagné la confiance lors de ses "déambulations urbaines" de terrain. Il s'interroge même sur les trajectoires ou "carrières" des filles dans la délinquance, en particulier la drogue et le trafic. Malgré leur quasi-invisibilité dans les espaces semi-publics ostensiblement occupés par les garçons (halls d'immeubles, entrées de cités, etc.), les filles sont bien plus impliquées

La mise en scène de la drogue a contribué à la stigmatisation durable de quartiers mythifiés comme des zones de non-droit. *“La police est en réalité omniprésente”* observe l’auteur, qui évoque une *“coproduction”* de l’insécurité. Les contrôles systématiques, les fouilles parfois illégales, les gardes à vue alimentent les tensions et cultivent entre jeunes et policiers un ressentiment réciproque. Michel Kokoreff estime également qu’en s’inscrivant dans les dispositifs de lutte contre la délinquance, la politique de la ville participe paradoxalement à *“la construction de l’image négative des quartiers et des jeunes qui en sont la cible privilégiée”*. Ce diagnostic, sévère, s’appuie dans le cas d’Asnières sur la stratégie d’image, les effets d’annonce et les “blocages” des pouvoirs publics. L’absence d’actions en profondeur et pérennes,

à l’instar du projet inabouti de “médiateurs de nuit” censé s’appuyer sur de jeunes meneurs, des adultes-relais et des animateurs de quartier, provoque le découragement des bonnes volontés et souligne la fragilité associative. Reste la lutte contre l’insécurité, et la dérive sécuritaire qui aboutit à criminaliser par exemple l’occupation des halls d’immeubles, décrits comme un lieu ritualisé de la “galère” : lieu de trafics illicites ou refuge pour fumer son joint, le hall est aussi un moment privilégié de communication entre jeunes. On le voit, Michel Kokoreff ne nie pas les pratiques “déviantes”, mais il ne porte pas de jugement moral. Il entend respecter la parole des gens rencontrés, tout en gardant une distance par rapport à un discours “victimaire” plus ou moins “récité”, signe d’une certaine intériorisation fataliste du stigmaté, qui

masque la diversité interne de la catégorie des *“jeunes des banlieues”*. Récusant les globalisations hâtives, il s’attelle à décrire les *“microdifférenciations”* entre jeunes, mais aussi entre quartiers, pour démontrer qu’il existe une expérience urbaine différenciée. Tout au long de son ouvrage, il entend surtout nous faire partager la “force des quartiers”, ces chaînes de solidarité familiales ou informelles, ces réseaux de voisinage et toutes les compétences acquises dans l’expérience de quartier, préfigurant une nouvelle identité positive. Se pose alors la question de l’émergence de nouveaux acteurs publics, entre reconnaissance sociale et engagement politique. Sur ce chapitre survolé trop rapidement, et avec pas mal d’approximations, Michel Kokoreff nous laisse sur notre faim.

Mogniss H. Abdallah

PUB